

des sociétés à responsabilité limitée, des coopératives ou des sociétés en participation, cette privatisation encouragerait les entreprises à se convertir en répondant directement aux besoins du marché. Au moins pendant la phase initiale, une partie seulement de l'industrie de défense serait touchée (20 à 30 p. 100 peut-être des entreprises du secteur). Les autres continueraient à fonctionner sous le contrôle de l'État et sans être converties. Toutefois, on rationaliserait leur production en remplaçant le système rigide de commandes gouvernementales par un système d'appel d'offres. Le rôle de l'État serait limité à la protection sociale des travailleurs et à la réglementation macro-économique. Enfin, pour redistribuer durablement les ressources de la défense au bénéfice de la production civile, tout le processus serait institutionnalisé et placé sous un contrôle civil et, surtout, parlementaire.

Les libéraux proposent également de remplacer la conversion axée strictement sur la production de biens de consommation par une stratégie qui exploite l'avantage relatif de l'URSS dans des secteurs de pointe tels que l'aéronautique, la fibre optique et l'exploration spatiale. La vente de ces techniques à l'étranger pourrait, espère-t-on, rapporter une bonne partie des devises fortes dont le pays a tant besoin. Ces revenus pourraient être consacrés à la modernisation de l'infrastructure ou à la fourniture de biens de consommation. Cependant, pour mettre en place une telle stratégie, il faudrait éliminer l'obligation de secret imposée par des vieux règlements qui empêchent de transférer au secteur civil des techniques militaires non vitales. En outre, il faudrait faire appel aux investisseurs, aux techniques et au savoir-faire occidentaux. Toutefois, bon nombre d'économistes libéraux le savent, une telle coopération est peu probable si l'on ne déploie pas parallèlement des efforts pour soutenir la confiance des investisseurs en leur offrant, par exemple, une garantie plus fiable quant au rapatriement des bénéficiaires.

Comme il fallait s'y attendre, le plan libéral a été critiqué au sein de l'*establishment* militaro-industriel par des éléments conservateurs. Selon les hauts responsables militaires, la stratégie consistant à placer les entreprises de défense sous le contrôle des civils minera le potentiel de défense du pays dans l'avenir. De plus, les militaires n'aiment guère l'idée de recourir à l'aide occidentale. Ainsi, le maréchal Akhromeyev a formulé la mise en garde suivante : une telle aide risque de mener à une dépendance qui «permettra aux capitalistes étrangers de nous dicter notre politique étrangère et de fixer les capacités de production de notre industrie de défense.»⁸ Les responsables de l'industrie de défense utilisent souvent de tels arguments, mais leur objection principale au programme libéral est, en fait, que ce programme entraînerait une vague de fermetures d'usines et un chômage généralisé dans une industrie déjà mal en point. Comme on a pu le voir dans une lettre ouverte publiée dans la *Pravda*, les porte-parole de l'industrie de défense soutiennent que, dans la crise actuelle, le remède à la conversion consiste plutôt à respecter davantage le plan, à octroyer les sub-

ventions comme par le passé et à renforcer les rapports traditionnels entre les ministères.⁹

La lettre publiée dans la *Pravda* a donné le coup d'envoi à un retranchement des conservateurs qui continuent à déterminer la politique de conversion de l'Union soviétique et le sort de la réforme économique en général. D'autres signes sont tout aussi décourageants. En décembre 1990, la loi tant attendue sur la conversion a été adoptée assez discrètement, ce qui est étonnant. Bien que son libellé n'ait pas encore été publié, elle repose clairement sur la démarche conservatrice. En effet, la conversion reste un processus imposé par le pouvoir central et fondé sur le système de commandes gouvernementales actuel, dans les limites des ministères centraux. Même si la loi insiste davantage sur la mise au point de techniques à double usage, elle continue de définir la conversion par rapport à la production de biens de consommation d'abord. En fait, sa seule innovation semble être une promesse de protection sociale garantie pour les employés de l'industrie de défense.

Le budget de la défense de 1991 est une autre indication éloquente des perspectives actuelles de la conversion. D'après les estimations préliminaires annoncées à l'automne 1990, ce budget devait s'élever à 65 milliards de roubles, soit 5 milliards de moins que l'année précédente. Cependant, il a finalement été fixé à 96,5 milliards de roubles, ce qui représente une augmentation nominale d'environ 26 milliards. Les hauts responsables de la défense essaient d'écarter les critiques en attribuant cette augmentation à l'inflation. Ils insistent sur le fait qu'en termes absolus, les dépenses militaires sont diminuées comme prévu. Toutefois, les spécialistes des questions de défense font remarquer qu'aucun autre poste budgétaire n'a été rajusté en conséquence. Qui plus est, en termes réels, la part totale de la défense dans le budget national est même passée de 25 à 35 p. 100.

Cette tendance conservatrice est renforcée par une armée soviétique embarrassée par l'étalage d'armements américains de pointe lors de la crise du golfe Persique. Suite à cet événement, les militaires soviétiques insistent de plus belle sur la parité en matière de réduction des armements. En outre, il semble qu'au lieu de transformer les fusils en beurre, Moscou cherche maintenant à troquer des fusils contre du beurre. Dans l'accord commercial récemment conclu avec la Chine, l'Union soviétique aurait autorisé la vente d'un nombre non précisé d'avions de combat *SU-27* contre un crédit commercial de 750 millions de dollars pour l'achat de denrées alimentaires et de biens de consommation.¹⁰ Rien n'indique que, par cette vente de matériel militaire, l'URSS cherche à obtenir des techniques ou des fonds nécessaires à la conversion, alors que c'est la raison pour laquelle la Tchécoslovaquie est en train de négocier la vente de chars à l'Iran et à la Syrie.¹¹ Ainsi, en URSS, comme aux États-Unis, les exportations d'armes risquent de donner progressivement un moyen de survie à l'industrie de défense, qui a dépassé